

"Comportez-vous donc en Européens !" dans The Financial Times (7 juin 1975)

Légende: Deux jours après le résultat positif du référendum populaire sur le maintien du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne (CEE), le périodique anglais The Financial Times exhorte le gouvernement britannique à coopérer pleinement avec ses partenaires européens.

Source: Problèmes politiques et sociaux: Articles et documents d'actualité mondiale : Le référendum européen en Grande-Bretagne (5 juin 1975). dir. de publ. Serre, Françoise de la; Leruez, Jacques. 22.08.1975, n° 265. Paris: La Documentation française. "Comportez-vous donc en Européens !", p. 39.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/comportez_vous_donc_en_europeens_dans_the_financial_times_7_juin_1975-fr-c1960b35-5ca8-431e-9398-cc36bb6abd23.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Comportez-vous donc en Européens !

« Behave like Europeans » [Comportez-vous donc en Européens !]. *The Financial Times*, Londres, 7 juin 1975.
- Traduit de l'anglais par *La Documentation Française*.

Le verdict massif et parfaitement clair du referendum est, bien sûr, un résultat satisfaisant pour le pays, le gouvernement, la C.E.E. et le monde des affaires. Pour tous, le message est identique : un obstacle majeur et une incertitude débilante ont été levés ; il est possible de songer à nouveau aux affaires urgentes. Il ne s'agit pourtant que d'une nouvelle chance ; le véritable test pour tous les intéressés et, par-dessus tout, pour le gouvernement réside dans la manière dont ils profiteront de cette chance. Pour la C.E.E. elle-même, un certain nombre de problèmes qui n'ont pas trouvé de solution lors de la renégociation restent à régler : les conditions d'un accord futur avec la Nouvelle-Zélande et la question de la politique de l'acier britannique par exemple.

Si ces affaires peuvent être menées à bien avec diligence et bonne volonté, alors les perspectives seront considérablement améliorées pour un règlement satisfaisant des questions plus importantes que la Communauté a été incapable de traiter jusqu'à maintenant : la mise au point d'un programme cohérent d'investissements énergétiques, la prochaine étape de la réforme de la politique agricole commune et le développement de ses propres institutions, notamment la question de l'élection directe du Parlement européen.

Les sentiments qui comptent

Sur tous ces problèmes, il se peut que le gouvernement soit tenté de tenir compte des espoirs déçus des adversaires travaillistes du Marché Commun, en adoptant une position réservée ou combative de type gaulliste pour bien montrer qu'il sait défendre les intérêts britanniques. En fait, les sentiments qu'il doit prendre en compte sont ceux de nos partenaires européens, dont la patience a été mise à rude épreuve depuis quinze mois. Les partisans du « non » devraient tous adopter l'attitude de M. Jack Jones qui, au nom des syndicats, a admis que le débat était terminé et qu'il était temps de participer.

Le monde des affaires a donc obtenu ce qu'il réclame depuis si longtemps : un accès sûr à un vaste marché. Il a maintenant la possibilité de montrer ce que cela implique de ne plus dépendre, pour la prévision des investissements, des variations du niveau de la demande sur le marché interne. On oublie trop souvent que l'un des plus grands avantages potentiels de la participation à un vaste marché est qu'il aide à résoudre ce qui, depuis la guerre, a été le dilemme permanent de la gestion économique britannique : comment soutenir la demande tout en restreignant l'inflation ? De fortes balances des paiements et une inflation relativement mieux contrôlée donnent à nos partenaires la possibilité d'adopter des politiques expansionnistes qui ne peuvent guère être envisagées par un gouvernement britannique responsable ; cela signifie aussi la possibilité pour l'industrie britannique de maintenir un certain niveau de production et d'efficacité en dépit des politiques déflationnistes qu'exige la situation interne.

C'est le gouvernement qui, bien sûr, doit faire face au défi le plus redoutable. Il devrait être conforté dans sa résolution par un scrutin qui exige clairement que nous réglions nos problèmes à l'intérieur de la communauté commerciale internationale et non par une retraite futile dans une économie autarcique de type socialiste. Il y a malheureusement encore peu de preuves que le gouvernement dans son ensemble se rende compte de ce qui doit être fait.

Un échec patent

Alors qu'il n'existe aucun moyen éprouvé de stopper une inflation du type de celle que nous subissons actuellement, sauf par de sévères restrictions de la demande interne sur une très longue période, il y a deux façons d'échouer fort bien connues : la promesse irréaliste du maintien ou du progrès du niveau de vie réel sans tenir compte du développement du revenu national ; et la création de dettes supplémentaires pour assumer l'inflation passée et préserver l'emploi même le plus improductif. La première de ces erreurs a été consignée dans le contrat social que le gouvernement a apporté avec lui au pouvoir et la seconde a affecté

son comportement depuis.

C'est à cette démarche qu'il faut renoncer ; le gouvernement, pour faire face à ses responsabilités, doit trouver du courage non seulement dans les résultats du vote sur l'Europe, qui sont le signe d'un refus résolu de toute échappatoire, mais dans l'exemple de l'Europe elle-même : en Allemagne, en France et en Italie, de sévères politiques anti-inflationnistes ont non seulement été beaucoup plus efficaces que chez nous, mais ont reçu le soutien de l'opinion publique. Le message du referendum est le suivant : si les ministres désirent réussir aux plans national et international, qu'ils se comportent en Européens !